

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
19 août 2021  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 10 août 2021, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de vous écrire au sujet du financement du Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone.

L'article 3 de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement sierra-léonais portant création d'un Tribunal spécial résiduel pour la Sierra Leone dispose que « les dépenses du Tribunal spécial résiduel sont financées par des contributions volontaires de la communauté internationale » et que « les Parties et le comité de contrôle peuvent envisager d'autres moyens de financer le Tribunal spécial résiduel ». Le comité de contrôle m'a informé que les crédits du Tribunal seraient épuisés à la fin de l'année 2021 et que, malgré la poursuite des activités de collecte de fonds, les contributions volontaires ne devraient pas suffire pour permettre au Tribunal de continuer de fonctionner au-delà.

Le Tribunal spécial résiduel a été créé en vertu d'un mandat du Conseil de sécurité et exerce les fonctions résiduelles du Tribunal spécial pour la Sierra Leone depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ces fonctions consistent notamment à superviser l'exécution des peines prononcées contre les personnes condamnées par le Tribunal spécial, à assurer la protection et l'appui aux témoins et aux victimes, à conserver et gérer les archives du Tribunal spécial, à répondre aux demandes des autorités nationales chargées des poursuites souhaitant accéder aux éléments de preuve, à répondre aux requêtes des autorités nationales concernant les demandes de réparation, à procéder à l'examen des condamnations et acquittements, à conduire les procédures d'outrages au tribunal, à mettre à la disposition des accusés un avocat de la défense et une assistance juridique dans le cadre des procédures dont il est saisi, et à éviter les doubles incriminations.

Le Tribunal spécial résiduel est une institution modeste dotée d'un personnel réduit. La Greffière est le seul haut fonctionnaire à plein temps, et les juges, le chef du Parquet et le Défenseur principal sont rémunérés au prorata du travail effectivement exécuté.

Pour maintenir ses coûts au plus bas, le bureau du Tribunal spécial résiduel partage les locaux du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux et reçoit de ce dernier un appui administratif, moyennant remboursement.

Les hauts fonctionnaires du Tribunal spécial résiduel ont continué de collecter des fonds en 2021 en vue d'élargir la base de donateurs du Tribunal.



De plus, en mai, j'ai écrit à l'ensemble des États Membres pour les appeler à contribuer financièrement aux travaux du Tribunal. Deux annonces de contribution de 20 000 \$ et 10 000 € ont été faites en 2021, et une contribution de 30 000 \$ a été reçue pour l'exercice 2022, ce dont je suis reconnaissant. Toutefois, aucune autre contribution ni annonce de contribution n'a été faite au titre du budget du Tribunal pour l'exercice 2022.

Le Tribunal spécial résiduel aide à renforcer l'état de droit et à instaurer la paix et la sécurité en Sierra Leone et dans la région. S'il ne parvient pas à obtenir un financement suffisant, il ne sera plus en mesure de remplir sa mission fondamentale. L'échec du Tribunal spécial résiduel pourrait amoindrir l'héritage du Tribunal spécial pour la Sierra Leone et compromettre gravement les progrès accomplis dans l'application du principe de responsabilité pour les graves crimes internationaux commis en Sierra Leone.

Au vu de ce qui précède, je compte de nouveau proposer à l'Assemblée générale que les dépenses du Tribunal spécial résiduel pour l'année 2022 soient financées par une subvention au titre du budget-programme statutaire. Cette subvention serait une mesure temporaire visant à régler la situation financière actuelle. Par ailleurs, je continuerai de rechercher des contributions volontaires supplémentaires pour le Tribunal et d'examiner les moyens de dégager de nouveaux gains d'efficacité et les possibilités de réaliser des économies, en collaboration avec le Tribunal.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) António **Guterres**

---